

Relations internationales

COPENHAGUE, 14 ET 15 MAI 2012

RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de la présidence européenne, M. Hans Bonte, président de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société, a participé, les 14 et 15 mai 2012, à la réunion des présidents sur les thèmes de la préparation de la conférence des Nations unies sur le Développement durable, Rio+20 et du 7^{ème} programme d'action de l'UE en matière d'environnement.

1. Préparation de Rio+20 : pistes pour un avenir durable

M. Per Stig Moller, président de la commission des relations extérieures du Parlement danois, introduit la réunion et souligne qu'en temps de crise économique, il convient de prendre les bonnes décisions menant à une croissance durable. Bien que la conférence Rio+20 ne puisse pas résoudre tous les problèmes, elle proposera tout de même une amorce de solution.

Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne, souligne qu'en 1987 déjà, lorsque l'on travaillait à la préparation du premier sommet en matière de développement durable, Rio 1992, tous les éléments qui sont actuellement sur la table étaient déjà présents. Cela montre que si l'on souhaite vraiment progresser, on ne peut continuer à « faire comme d'habitude », mais on doit susciter des changements clairs. D'ici 2050, le besoin en nourriture augmentera de 50%, le besoin en énergie de 45% et le besoin en eau de 30 %. La politique environnementale fait partie intégrante du développement durable. Les défis en matière de politique climatique sont transversaux et ont une importance mondiale.

La commissaire insiste sur le fait que, pour l'Union européenne (UE) également, le développement durable est une conjonction des trois facteurs, à savoir les facteurs économique, social et écologique, et que c'est d'ailleurs l'unique voie vers la croissance durable.

Mme Hedegaard déplore que les négociations traînent en longueur. C'est pourquoi l'Union européenne doit défendre un certain nombre d'objectifs à atteindre, comme :

- l'accès à l'énergie durable pour tous;
- une économie verte inclusive pour tous ; il faut fixer un prix juste pour les différents objectifs (p.ex. élaborer un calcul alternatif du bien-être ; un SCEQE basé sur une tarification juste) ;
- une réduction du recours aux combustibles fossiles ;
- il faut préciser que promouvoir l'économie verte nécessite des efforts tant des pays riches et des pays émergents que des pays moins développés ;

- les Objectifs de développement durable (ODD) ne peuvent aller à l'encontre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- la technologie doit faire partie intégrante du débat.

Pour prévenir l'échec du sommet et engranger des résultats concrets, l'Union européenne doit se fixer une série d'objectifs minimums. Une politique efficace sur le plan de l'énergie et des matières premières favorise la croissance, la création d'emplois et le progrès.

Lors du débat qui a suivi, l'attention est attirée sur les difficultés de parvenir à une croissance durable en période de crise économique et financière. Les questions qui se posent actuellement sont de savoir comment éviter que rien ne soit fait, comment financer l'économie verte et quel cadre institutionnel est nécessaire à cet effet.

L'Union européenne doit parler d'une seule voix. L'accent est mis sur l'importance d'utiliser efficacement les matières premières, la technologie et une fixation correcte des prix. Il faut insister sur une gestion plus efficace des déchets et sur la limitation des pertes de matières premières durant le processus de production.

Mme Marianne Fay, Banque mondiale, insiste, elle aussi, sur l'importance de la croissance économique durable et ajoute que des mesures spécifiques doivent être prises pour rendre celle-ci également inclusive. C'est un aspect important que l'Union européenne doit mettre en avant dans son dialogue avec les pays moins développés. Si la pauvreté est en régression, le problème n'est pas encore résolu. Le développement des deux cents dernières années a toutefois eu un tel impact sur l'environnement que les choses doivent changer pour éviter des dommages irréversibles. Le développement durable, c'est la gestion du capital naturel. Une gestion efficace de ce capital favorisera la création d'emplois et la croissance économique.

Si l'économie verte est nécessaire, elle ne constitue pas pour autant la panacée. Des solutions spécifiques doivent être imaginées pour répondre aux problèmes locaux. Dans ce cadre, il faut rechercher des synergies, réguler les prix, mettre en place des normes sociales et poursuivre une politique énergétique efficace. Les instruments financiers appropriés doivent être conçus pour pouvoir réaliser les programmes proposés.

Mme Tara Mao, experte en développement durable, fait observer que les pays en développement ne soutiennent pas vraiment le concept d'économie verte parce qu'ils doutent que les aspects sociaux du développement seront suffisamment intégrés. La question est: comment redéfinir l'approche du développement durable pour y intégrer les trois facteurs, ainsi que le facteur d'équité nord/sud?

L'oratrice souligne que, dans la définition de l'économie verte, les points suivants sont essentiels: il s'agit d'un processus de transformation, qui ne s'appuie pas sur les structures existantes, mais qui doit en supprimer les dysfonctionnements et les erreurs; il faut tenir compte de la disponibilité des ressources naturelles. La construction de l'économie verte doit s'inscrire dans le partage des ambitions et des objectifs, en accordant une attention suffisante au caractère équitable de l'entreprise.

À l'appui d'exemples thématiques concrets comme la nourriture, l'eau et l'énergie, l'oratrice examine la manière dont l'économie verte peut, selon elle, être réalisée, en précisant le cadre institutionnel nécessaire et les possibilités de suivi de son évolution.

Au cours du débat, des questions sont posées sur le financement du nouveau cadre institutionnel pour le développement durable. Des observations sont par ailleurs formulées au sujet de la relation entre les ODM et les ODD. L'accent est mis sur la difficulté pour l'Union européenne de dégager des fonds en faveur du développement durable, dès lors que l'équilibre budgétaire est imposé. À quoi bon fixer des ODM et des ODD s'il n'y a pas d'argent pour mettre en œuvre les programmes nécessaires?

La technologie doit faire partie du programme de promotion de l'économie verte et équitable. La croissance verte n'est possible que moyennant l'intégration complète des trois facteurs (économique, social et écologique).

*M. Adam Matthews, secrétaire général de Globe, souligne les différences existant entre les négociations de Rio en 1992 et les négociations actuelles. La mise en pratique des résultats de Rio+20 nécessitera différentes initiatives législatives. Les mesures requises étant transfrontalières, il serait opportun que Globe puisse adopter une position commune dans un certain nombre de domaines. C'est dans ce cadre que l'intérêt d'une législation internationale est mise en exergue. La protection du « *capital naturel* » et le développement d'un mécanisme de suivi et d'analyse critique des agendas en matière de développement durable pourraient constituer un domaine d'action transfrontalier.*

2. Le 7^e Programme d'action pour l'environnement, vers une Europe plus verte

Mme Lone Lokindt, présidente de la commission de l'Environnement du parlement danois, ouvre la réunion en soulignant que la crise économique et les problèmes environnementaux doivent être résolus simultanément. L'économie verte requiert une approche globale.

M. Friedrich Barth, expert en développement durable, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), rappelle que l'écologie a été intégrée pour la première fois à l'agenda en matière de développement en 1992. Cette intégration a été confirmée à Johannesburg. Il fait observer que si d'importants progrès ont déjà été réalisés, un long chemin reste à faire. En illustrant son propos d'exemples en matière d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire, l'orateur explique la nécessité de l'intégration des trois piliers. Le PNUD préconise une approche intégrée des OMD après 2015. Le PNUD souhaite par ailleurs associer davantage la société civile à l'agenda en matière de développement.

La conférence de Rio devrait parvenir à définir des ODD. Cet objectif se heurte à la résistance de certains pays. Jusqu'à présent, les ministres compétents en matière d'économie et d'affaires sociales ne s'occupent pas suffisamment de la préparation de Rio. Or, la croissance économique équitable est l'objectif visé par Rio. Il doit être clair que l'agenda en matière de croissance économique verte doit concerner tous les pays, même les pays les moins développés. Le programme de développement après 2015 doit être établi différemment, en prêtant davantage attention à la durabilité. Le processus doit être ouvert et inclure la coopération du secteur public, du service privé et de la société civile. Le PNUD a développé un plan global à cet effet. L'indispensable changement viendra d'en bas, l'égalité, la durabilité, les droits de l'homme et l'*ownership* local retenant l'attention.

M. Kim Nohr Skibsted, vice-président du groupe Grundfos, entreprise d'installations de pompage, souligne l'importance de la gestion durable des matières premières. Une politique précise s'impose pour améliorer la gestion durable des matières premières.

Les matières premières telles que l'eau et l'énergie, qui ne cessent de se raréfier, doivent être utilisées de manière efficace et durable. Il s'agit de promouvoir la réutilisation de matières premières. De nouvelles technologies sont nécessaires à cet effet. Un certain nombre de solutions sont déjà disponibles. Le tout est d'adopter la réglementation nécessaire et de mener la politique requise en vue d'une application effective de ces solutions. Ce n'est que dans ces conditions que la croissance économique, le développement et la préservation de la qualité de vie pourront être assurés.

Au cours du débat qui fait suite, il est souligné que le programme proposé par le PUND est très intéressant et nécessaire. Reste à savoir si l'Union européenne, qui est à présent le premier donateur, pourra garder son rang compte tenu de la crise économique et financière. Il est fait observer qu'une marge subsiste pour accroître l'efficacité de l'affectation des moyens disponibles. Il est souligné que l'Union européenne joue un rôle important dans ce cadre. Il est souvent tenu compte de l'Union européenne pour décider ce que d'autres peuvent ou doivent faire. Il est signalé que les parlements doivent encourager les marchés.

Mme Ida Auken, ministre danoise de l'Environnement, fait observer que le 7^e programme d'action intègre encore davantage l'environnement. On déplore à présent non seulement une crise économique, mais aussi une crise de l'environnement et des matières premières. Si la crise économique est tellement difficile à résoudre, c'est notamment en raison de la rareté des matières premières.

La croissance économique passe entre autres par une bonne politique environnementale. Trois éléments doivent être soutenus simultanément à cet effet :

- un renforcement de la réglementation européenne et une meilleure application de la législation existante (par exemple, en matière de gestion de l'eau et des déchets) ;
- l'établissement d'une réglementation dans de nouveaux domaines, tels que l'industrie chimique, la nanotechnologie, la biodiversité, la gestion urbaine durable ;
- le développement de la production durable et de normes de consommation durables dans le cadre d'un marché unique du développement durable.

La ministre insiste sur l'importance de trouver des solutions aux problèmes environnementaux dans les grandes villes, d'autant que plus de 50% de la population vit dans les grandes villes.

Lors du débat, il est indiqué que le rôle du parlement pour la promotion de l'économie verte est reconnu, y compris par les gouvernements. L'importance d'utiliser des matériaux et de l'énergie renouvelables est soulignée. Cela aura également pour effet d'augmenter le nombre d'emplois verts. L'importance de la participation des ministres de l'Économie et des Affaires sociales au débat Rio+20 est encore rappelée. En outre, il doit être clair que Rio +20 n'a pas pour vocation de permettre aux pays riches de conserver leur avance en matière de développement, mais de permettre une croissance équitable pour tous. Il est insisté sur le fait qu'il faut surtout utiliser les matières premières de manière efficace.

M. Marc Zornes, expert Mc Kinsey, fait un exposé sur les besoins mondiaux en matière de produits de base tels que l'énergie, les matériaux, la nourriture et l'eau. Compte tenu des fortes interdépendances entre les différents produits de base, une approche intégrée s'impose. Cette approche doit également être intégrée dans la vie quotidienne. Depuis 2000, les prix des produits de base ont augmenté considérablement.

Dans les vingt prochaines années, les défis pour l'obtention des ressources nécessaires seront très différents de ce qu'ils étaient jusqu'à présent. C'est ainsi que la classe moyenne comptera trois milliards de nouveaux individus de plus, le prix des ressources supplémentaires sera beaucoup plus élevé, les différentes ressources seront fortement interdépendantes, la préoccupation environnementale aura un impact sur la production et, enfin, l'accès aux ressources sera de plus en plus préoccupant. L'orateur propose un certain nombre de solutions à ces défis.

M. Jo Leinen, député européen et membre de la commission de l'Environnement du Parlement européen, précise que le septième programme environnemental, qui met surtout l'accent sur la durabilité, a été rédigé après l'évaluation du sixième programme. Il faut accroître les interactions entre les différents programmes (tels que ceux concernant l'implémentation, l'intégration, les obligations en matière d'énergie renouvelable, l'écodesign, la convention de Montréal, la santé publique, la pollution, le bruit, la gestion durable des terres ...) et définir des objectifs clairs pour 2030 et 2050. Pour atteindre ces objectifs, il faut impliquer non seulement les ministres de l'Environnement, mais tous les ministres. Les commissaires européens responsables doivent vérifier si les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés sont disponibles. Tout cela doit se faire de manière durable, car au cours des 200 dernières années, on a épuisé les ressources naturelles de millions d'années. C'est la raison pour laquelle les nouvelles économies doivent fonctionner d'une manière plus intégrée et ne doivent pas répéter les erreurs qui ont été commises par le passé. En outre, le Parlement européen a adopté une résolution précisant que le développement durable est une question transversale et doit être intégré à tous les domaines politiques.

Le débat souligne l'importance des petits agriculteurs pour la politique agricole. Ils sont en mesure de veiller à ce que l'agriculture soit et reste durable. L'environnement doit être intégré à tous les domaines de la politique, donc y compris à la politique étrangère. La nécessité du développement durable doit donc aussi être évoquée, par exemple, dans les relations entre l'Union européenne et la Chine, l'Inde et la Corée.

3. Conclusions

Les conclusions suivantes sont tirées de la réunion:

- La conférence de Rio+20 aura lieu dans un contexte différent, étant donné que le monde est beaucoup plus interdépendant qu'en 1992; la responsabilité des pays émergents a été soulignée.
- Le rôle de l'Union européenne dans Rio a été souligné; l'Union européenne doit parler d'une seule voix, elle a un rôle d'exemple à jouer en ce qui concerne la promotion de l'économie verte;
- Il existe beaucoup de manières différentes de parvenir au développement durable, mais la rareté des ressources naturelles impose de « vertiser » la croissance.
- La croissance verte n'est durable que si elle est inclusive. Pour atteindre une croissance verte, les prix à la consommation et à la production doivent être corrects ; ont été cités, à titre d'exemple, l'ETS (*système d'échange de quotas d'émission*) dans l'Union européenne et au Mexique, et la nécessité d'un phasage de l'octroi de subventions pour les combustibles fossiles. On a souligné que, pour fixer un prix correct, il ne faut pas se limiter au PIB et que les ressources naturelles doivent être budgétisées systématiquement dans les comptes nationaux. Les ministres des Finances doivent participer aux discussions.

- Une des meilleures manières d'accroître la croissance est d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des ressources.
- Pour être un succès, Rio + 20 doit fixer des objectifs clairs, tels que, par exemple, l'accès à l'énergie durable pour tous.
- Pour mieux utiliser les technologies existantes, il y a lieu d'élaborer une réglementation européenne claire.
- L'interdépendance des ressources est telle qu'elle nécessite une approche intégrée, qui doit être soutenue par une bonne réglementation. La société civile a un rôle important à jouer.
- Le rôle des parlements nationaux et des réglementations nationales pour atteindre une croissance économique verte a été souligné.